

"Chirac dans les pas de Fischer" dans Libération (28 juin 2000)

Légende: Le 28 juin 2000, le quotidien français Libération commente la volonté affichée par Jacques Chirac, président de la République française, de relancer l'approfondissement de l'Union européenne.

Source: Libération. 28.06.2000. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"chirac_dans_les_pas_de_fischer"_dans_liberation_28_juin_2000-fr-0a793910-81d6-4205-ac0a-7f3d44e26ec8.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Chirac dans les pas de Fischer

Le président français relance l'Europe après une période de réticences

Bruxelles de notre correspondant

Cela devient presque banal par les temps euroenthousiastes actuels. Jacques Chirac a, en effet, appelé à la rédaction d'une «*Constitution européenne*». Pourtant, personne n'aurait pu imaginer, il y a encore quelques semaines, qu'il brandirait ainsi l'étendard de la «*refondation institutionnelle de l'Union*». Qu'on se souvienne: c'était à la fin de l'année dernière. Lorsqu'on les interrogeait sur l'avenir de l'Europe, les autorités françaises répondaient qu'il fallait être pragmatique et surtout ne pas «*charger la barque*» de la Conférence intergouvernementale (CIG) destinée à réformer les institutions communautaires. On expliquait doctement qu'une Union élargie à vingt ou trente Etats pourrait parfaitement fonctionner, au prix de quelques aménagements minimes. Toute idée de «*refondation*» était hérétique.

Au Panthéon. Le pourtant très prudent rapport des «sages» remis le 18 octobre 1999 à la Commission, sur «*Les implications institutionnelles de l'élargissement*», avait été proprement exécuté par Pierre Moscovici, le ministre français des Affaires européennes. Son crime ? Avoir osé envisager une réforme en profondeur avant l'élargissement, et, en particulier, l'élaboration d'une «*Constitution*»... A l'époque, toujours, la Commission avait déclenché l'ire de la France en osant simplement proposer que la CIG porte non seulement sur la composition de la Commission, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des ministres et le rééquilibrage entre petits et grands pays, mais aussi sur les «*coopérations renforcées*», ce système censé permettre à quelques Etats déterminés d'aller de l'avant sans attendre les autres...

C'est dire l'état de déliquescence dans lequel était tombé le débat européen. Joschka Fischer a sans doute d'ores et déjà gagné sa place au Panthéon des grands Européens. Son discours du 12 mai, dans lequel il propose différentes pistes pour aboutir à une «*fédération européenne*», a réussi à faire sauter le couvercle qui confinait la réflexion sur l'avenir de l'Europe à quelques spécialistes. Certes, cela n'est pas vrai partout: la plupart des pays européens observent prudemment, incrédules, un débat auquel ils n'étaient pas préparés. Même la Commission reste étrangement absente. Tout se passe comme si l'Europe était redevenue, pour l'instant, une affaire purement franco-allemande. Car, des deux côtés du Rhin, le débat public est lancé.

Dynamique. En France, c'est même l'explosion. On n'a jamais connu pareille surenchère en faveur d'un approfondissement de la construction communautaire. Les «europagmatiques» du gouvernement Jospin sont totalement dépassés, comme en témoigne la réaction embarrassée d'Hubert Védrine au plan Fischer. A droite, en revanche, nulle réticence. François Bayrou, le patron de l'UDF, qui a fait de l'Europe son fonds de commerce, en a profité pour proposer un projet de Constitution largement inspiré de celle des Etats-Unis. De façon plus surprenante, Alain Juppé, ancien Premier ministre RPR, a lui aussi pondu un projet de loi fondamentale qu'il présente aujourd'hui avec Jacques Toubon, mais évidemment d'inspiration plus gaulliste: le centre de la légitimité politique resterait le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, chargé d'élire un président de l'Europe.

Vague proeuropéenne. Chirac, en se réjouissant des réflexions de Fischer et en livrant sa version de l'avenir de l'Union, a enfourché sans complexes ni états d'âme cette vague proeuropéenne. Et c'est plutôt bien vu: comme le montre le sondage réalisé par *Libération* et France 3 (*Libération* du 26 juin), 70% des Français souhaitent une accélération de l'intégration communautaire. Cette dynamique exceptionnelle, Jospin et son équipe ne l'ont pas perçue. Pour eux, comme le reconnaissent en privé des membres du PS, le gouvernement est resté en 1996, à une époque où l'Europe ne faisait pas recette. Le gouvernement apparaît ainsi en retrait. Et laisse le champ libre à un Président ravi d'une telle aubaine. Après la «*fracture sociale*», l'«*élan européen*» ?

JEAN QUATREMER